

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.868/2/V
DU 12 SEPTEMBRE 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget et des Relations extérieures, le 25 juillet 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 14 septembre 2012^(*), sur un avant-projet d'ordonnance « établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale », a donné l'avis suivant :

^(*) Par courriel du 30 juillet 2012.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 3

Les définitions reprises aux troisième et quatrième tirets¹ vont de soi : ces tirets peuvent donc être omis.

Article 5

Selon cette disposition, le chapitre II de l'ordonnance s'applique exclusivement « aux taxes régionales sur déclaration » ce qui, d'après le commentaire de l'article, exclurait « les taxes forfaitaires ».

Or, une « taxe sur déclaration », c'est-à-dire une taxe dans la procédure d'établissement de laquelle intervient en principe une déclaration du redevable, peut parfaitement se concevoir pour une taxe forfaitaire.

La portée des mots « taxes régionales sur déclaration » figurant à l'article 5, qui sont clairs par eux-mêmes, est donc obscurcie par le commentaire de l'article qui devrait être mieux précisé afin d'éviter des difficultés d'interprétation qui n'ont pas lieu d'être.

Article 6

Au paragraphe 1^{er}, la deuxième phrase de l'alinéa 2 paraphrase l'article 4, § 1^{er},² et peut donc être omise.

¹ La division d'un article se fait en 1^o, 2^o, 3^o, ... et non en tirets.

² La division en paragraphes ne se justifie que si au moins un des paragraphes comporte plusieurs alinéas, ce qui n'est pas le cas à l'article 4. La division de l'article 4 en paragraphes devrait donc être omise, l'observation valant pour l'ensemble de l'avant-projet (voir, par exemple, l'article 9).

Article 8

À l'article 8, il n'y a pas lieu d'écrire que la rectification doit être motivée puisque cela résulte de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

Article 9

Lorsqu'il est procédé à une taxation d'office pour le motif que le contribuable a omis de transmettre une déclaration alors qu'il y était tenu, le paragraphe 4 (lire : l'alinéa 4) prévoit que le redevable, en cas de contestation, doit apporter la preuve « du caractère manifestement exagéré de la taxation d'office ».

Cela ne peut être admis : le fait pour le redevable de ne pas s'être acquitté de son obligation de déclaration n'autorise en effet pas le fisc à établir une taxe dont il serait démontré qu'elle n'est pas exacte.

Dans le cadre d'une procédure de taxation d'office, le redevable doit pouvoir contester en tous points la taxe établie et pas seulement la contester en ce qu'elle serait « manifestement exagérée », à charge pour lui d'apporter des éléments probants à cet effet.

Le paragraphe 4 sera revu à la lumière de la présente observation.

Article 12

La Cour constitutionnelle ayant condamné la théorie de l'envoi comme point de départ de délais pour lui substituer la théorie de la réception³, il convient, conformément à cette jurisprudence, de retenir comme point de départ des délais prévus par l'avant-projet non plus « la date d'envoi » des pièces qui y sont visées mais « le troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi »⁴.

³ Voir, par exemple, pour la matière fiscale, l'arrêt n° 162/2007 du 19 décembre 2007.

⁴ Voir, dans le même sens, la loi du 19 mai 2010 'portant des dispositions fiscales diverses' qui a modifié le Code des impôts sur les revenus pour y substituer la théorie de la réception à la théorie de l'envoi.

Article 13

Il devrait être précisé plus clairement si le délai qui est prévu à l'alinéa 2 porte sur le délai de 30 jours qui suit le premier rappel visé à l'article 12, § 2, alinéa 1^{er}, ou le délai de trente jours qui suit le deuxième rappel visé à l'article 12, § 2, alinéa 2, délai dont il est aussi question à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Article 18

Dans la version française, les mots « contestations d'une loi d'impôt » seront remplacés par les mots « contestations relatives à l'application d'une loi d'impôt ».

Article 19

L'article 19, § 1^{er}, de l'avant-projet fixe à cinq ans le délai de prescription de l'action en recouvrement de la taxe régionale, des intérêts et des majorations, ainsi que le délai de prescription de l'action en recouvrement des montants payés en trop par le contribuable. Le paragraphe 2 de cette disposition prévoit en substance que toute instance en justice initiée par les personnes qu'il désigne, suspend le cours de la prescription. La période de suspension débute à la date de l'acte introductif d'instance, et se termine lorsque la décision judiciaire est, selon les termes utilisés par la version française du texte, « coulée en force de chose jugée ». La version néerlandaise (« in kracht van gewijsde is gegaan »), usant de la terminologie de l'article 28 du Code judiciaire, évoque pour sa part une décision « passée en force de chose jugée ».

Le système de computation des délais de prescription ainsi mis en place s'écarte de celui du droit commun prévu par le Code civil, et se révèle en l'occurrence moins protecteur des droits du créancier des dettes concernées.

Selon l'article 2242 du Code civil :

« La prescription peut être interrompue ou naturellement ou civilement ».

Selon l'article 2244, alinéa 1^{er}, du même Code,

« une citation en justice [...], signifié[e] à celui qu'on veut empêcher de prescrire, form[e] l'interruption civile ».

L'interruption dont il est question présente, s'agissant de la computation du délai, des conséquences notablement distinctes de celles de la « suspension de la prescription », à laquelle se réfère l'article 19, § 2 précité. L'« interruption de la prescription », selon la définition classiquement retenue, « s'assigne l'effet de donner naissance à un nouveau délai de prescription, le temps écoulé avant sa survenance étant

perdu »⁵. La « suspension de la prescription », quant à elle, « consiste en l'allongement du délai de prescription d'un délai de longueur équivalente à une période de temps dont il n'est pas tenu compte, le temps acquis avant la suspension demeurant en réserve, pour s'ajouter à celui qui suivra la fin de la suspension »⁶.

Selon l'article 2244, alinéa 2, du Code civil, tel qu'y inséré par la loi du 25 juillet 2008 'modifiant le Code civil et les lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'État en vue d'interrompre la prescription de l'action en dommages et intérêts à la suite d'un recours en annulation devant le Conseil d'État', « une citation en justice interrompt la prescription jusqu'au prononcé d'une décision définitive ». Il ressort des travaux préparatoires de cette loi, et des commentaires doctrinaux qui lui furent consacrés, que la notion de « décision définitive » ainsi visée s'identifie, non pas à la décision présentant les caractéristiques visées par l'article 19, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, mais bien à la décision « irrévocable », comprise comme celle qui n'est plus susceptible d'aucun recours, fut-il extraordinaire, à l'instar du pourvoi en cassation ou de la tierce-opposition⁷. C'est donc au moment où la décision acquiert ce caractère irrévocable que commencera à courir le nouveau délai de prescription, ouvert par l'interruption qu'a provoquée l'introduction de l'instance. Le « passage en force de chose jugée », auquel se réfère quant à lui l'article 19, § 2, de l'avant-projet pour déterminer la fin de la suspension de la prescription et la reprise de cours du délai d'ores et déjà échu avant l'introduction de l'instance, se situe en amont de la chronologie de l'instance. Aux termes de l'article 28 du Code judiciaire en effet, une décision passe en force de chose jugée lorsqu'elle n'est plus susceptible de faire l'objet d'un recours ordinaire, étant l'opposition ou l'appel.

Conjuguées, les deux distinctions évoquées ci-dessus aboutissent à devoir conclure que le « droit commun » de l'article 2244 du Code civil est plus protecteur des intérêts du créancier face au risque de prescription de sa créance, que ne l'est le système de suspension mis en place par l'article 19, § 2, de l'avant-projet.

Ni l'exposé des motifs de l'avant-projet, ni le commentaire de l'article 19 de l'avant-projet, ne laissent apparaître que son auteur aurait délibérément opté pour cette moindre protection et l'écartement du droit commun dont elle constitue la conséquence. L'avant-projet mériterait d'être réexaminé sur ce point. Si l'écartement de l'application du droit commun est l'option finalement retenue, il s'indiquerait, pour éviter toute insécurité juridique, que le texte soit explicite sur ce point. Si au contraire l'application du droit commun

⁵ J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK et M. MARCHANDISE, « Les causes d'interruption et de suspension de la prescription libératoire. Rapport belge », La prescription extinctive-Études de droit comparé (sous la dir. de P. JOURDAIN et P. WERY), Bruxelles, Bruylant et Paris, L.G.D.J., 2010, p. 403, et références citées note de bas de page^o1.

⁶ *Ibid.*, p. 459 et réf. citées.

⁷ *Ibid.*, pp. 434 et sv.

est privilégiée, il s'indiquerait, toujours aux mêmes fins de sécurité juridique, d'omettre le paragraphe 2 de l'article 19 de l'avant-projet.

Article 22

Il va de soi que la majoration de la taxe dont il est question à l'alinéa 2 ne pourra être appliquée lorsque le redevable qui a refusé de communiquer un renseignement se trouve dans les conditions qui lui permettent de faire valoir son droit au silence qui se déduit de l'article 6 de la Convention du 4 novembre 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales⁸.

Article 29

Tel que le paragraphe 1^{er} est rédigé, il paraît inutile car il ne ressort d'aucune règle que le législateur devrait habiliter spécialement l'administration à recourir à la signature électronique. Il s'agit en effet d'une faculté à laquelle il peut être directement recouru en application et dans le respect de la loi du 9 juillet 2001 'fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques, le recommandé électronique et les services de certification' et ses arrêtés d'exécution.

Le paragraphe 2 (devenant l'alinéa unique) sera revu en conséquence.

Article 33

Le paragraphe 2 doit être rédigé en ce sens qu'il est inséré un alinéa 3 nouveau à l'article 4, § 1^{er} *bis*, de l'ordonnance du 23 juillet 1992 'relative à la taxe régionale à charge des occupants d'immeubles bâtis et de titulaires de droits réels sur certains immeubles', l'actuel alinéa 3 devenant l'alinéa 4.

⁸ Sur la question générale du droit de se taire et de ne pas contribuer à sa propre incrimination déduit de l'article 6 de la convention européenne des droits de l'homme, voir I. DIJON, « Devoir de collaboration du contribuable *versus* droit de se taire du justiciable : à la recherche d'un équilibre toujours précaire », *Mélanges offerts à Jean-Pierre BOURS*, Larcier, 2011, p. 489 ; L. KENNES, « Le procès équitable sous l'angle du droit au silence et de l'admissibilité de la preuve irrégulière au cours du procès pénal », *Rev. trim. dr. h.*, 2010, p. 383 ; F. KUTY, « Le droit au silence, les investigations de l'administration fiscale et l'enquête pénale », *J.T.*, 2008, p. 387 ; M. MORIS, « La convention européenne des droits de l'homme et le droit fiscal : perspectives et évolution », *R.G.C.F.*, 2009/6, p. 480 ; N. PIROTTE, « Comment, à l'avenir, l'administration peut-elle encore exercer ses contrôles dans le respect des droits fondamentaux du contribuable ? », *R.G.C.F.*, 2010/1, p. 58 ; C. SAVONNET, « Le droit au silence : un droit relatif ? », *Rev. trim. dr. h.*, 2009, p. 763 ; sur la question - difficile - du droit au silence spécifiquement envisagée sous l'angle du droit fiscal et V. SEPULCHRE, « Les droits de l'homme et les droits fondamentaux dans le droit fiscal belge : les évolutions des dernières années », *R.G.C.F.*, 2009/6, p. 524. Voir plus récemment, Cour eur. D.H., arrêt CHABAZ c/Suisse, 5 avril 2012.

Article 45

Compte tenu des modifications en projet, il y a lieu de prévoir que les dispositions actuelles de l'article 22 de l'ordonnance du 22 décembre 1994 'relative à la reprise de la fiscalité provinciale', en formeront le paragraphe 1^{er}.

Article 52

Il est *mutatis mutandis* renvoyé à l'observation formulée sous l'article 22.

Article 54

Il y a lieu de mentionner la date de l'ordonnance lorsque celle-ci aura été promulguée.

La même observation vaut pour les articles 57 et 58.

TITRE IV – DISPOSITIONS TRANSITOIRES

L'intitulé du Titre IV doit être « Entrée en vigueur » et non « Dispositions transitoires » car les articles qui y figurent ne s'analysent pas comme des dispositions transitoires mais comme des dispositions réglant l'entrée en vigueur des différents articles de l'ordonnance en projet.

Articles 66, 68 et 69

Les mots « sont d'application » et « est d'application » doivent être respectivement remplacés par les mots « entrent en vigueur » et « entre en vigueur ».

OBSERVATION FINALE

La rédaction des phrases liminaires des articles modificatifs sera revue pour ne citer qu'une fois la dénomination de l'acte modifié⁹. De même, les phrases liminaires mentionneront l'historique des modifications antérieures encore en vigueur¹⁰.

⁹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 112 et formule F 4-2-2-1.

¹⁰ *Ibid.*, recommandations n°s 113 et 115 et formules F 4-2-3-1 et sv.

La chambre était composée de

Monsieur	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
Madame	M. BAGUET,	conseillers d'État,
Messieurs	S. BODART,	
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 51.868/2/V
VAN 12 SEPTEMBER 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

DE RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 25 juli 2012 door de Minister van Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, belast met Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 14 september 2012 ^(*), van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie “tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”, heeft het volgende advies gegeven:

^(*) Bij e-mail van 30 juli 2012.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 3

De definities die in het derde en vierde streepje¹ worden gegeven, zijn vanzelfsprekend: deze streepjes kunnen dus worden weggelaten.

Artikel 5

Luidens deze bepaling is hoofdstuk II van de ordonnantie uitsluitend op “de gewestbelastingen op aangifte” van toepassing, wat luidens de toelichting op het artikel de “forfaitaire belastingen” zou uitsluiten.

Een “belasting op aangifte” is een belasting waarbij in principe een aangifte van de belastingplichtige een rol speelt in de procedure van de belastingheffing, maar kan perfect worden opgevat als een forfaitaire belasting.

De reikwijdte van de woorden “gewestbelastingen op aangifte” in artikel 5, die uit zichzelf duidelijk zijn, wordt dus onduidelijk gemaakt door de toelichting op het artikel; deze toelichting moet beter worden verwoord teneinde onnodige moeilijkheden in de uitlegging te voorkomen.

Artikel 6

In paragraaf 1 parafraseert de tweede zin van het tweede lid artikel 4, § 1²; deze zin kan dus worden weggelaten.

¹ Een artikel wordt ingedeeld in 1°, 2°, 3°, ... en niet in streepjes.

Artikel 8

In artikel 8 moet niet worden geschreven dat de rechtzetting gemotiveerd moet zijn aangezien dat volgt uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’.

Artikel 9

Wanneer een ambtshalve heffing plaatsvindt op de grond dat de belastingplichtige heeft nagelaten een aangifte in te dienen alhoewel hij daartoe verplicht was, voorziet paragraaf 4 (lees: het vierde lid) erin dat de belastingplichtige in het geval van betwisting moet aantonen “dat de ambtshalve heffing kennelijk overdreven is”.

Dat is niet aanvaardbaar: dat de belastingplichtige zijn verplichting een aangifte in te dienen niet is nagekomen, machtigt de fiscus immers niet om een belasting te heffen waarvan zou worden aangetoond dat ze niet juist is.

In het kader van een procedure van ambtshalve heffing moet de belastingplichtige de gevestigde belasting in alle opzichten kunnen aanvechten, en niet enkel in zoverre ze “kennelijk overdreven” zou zijn, maar dan moet hij hiervoor wel bewijsmateriaal aanvoeren.

Paragraaf 4 moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

Artikel 12

Aangezien het Grondwettelijk Hof de theorie van de verzendingsdatum als aanvangsdatum van een termijn heeft veroordeeld en de theorie van de ontvangst daarvoor in de plaats heeft gesteld³, moet overeenkomstig deze rechtspraak niet meer de “datum van verzending” van de bedoelde stukken maar de “derde werkdag volgend op de datum van verzending” in aanmerking worden genomen⁴ als aanvang van de termijnen die in het voorontwerp worden bepaald.

² Een indeling in paragrafen is slechts gerechtvaardigd indien ten minste een van de paragrafen uit meerdere leden bestaat, wat niet het geval is in artikel 4. De indeling van artikel 4 in paragrafen dient dus te vervallen; deze opmerking geldt voor heel het voorontwerp (zie bijvoorbeeld artikel 9).

³ Zie bijvoorbeeld, inzake het belastingstelsel, arrest nr. 162/2007 van 19 december 2007.

⁴ Zie in dezelfde zin de wet van 19 mei 2010 ‘houdende fiscale en diverse bepalingen’ waarbij het Wetboek van de Inkomstenbelastingen wordt gewijzigd om de theorie van de verzending te vervangen door de theorie van de ontvangst.

Artikel 13

Er moet duidelijker worden aangegeven of de termijn die wordt bepaald in het tweede lid betrekking heeft op de termijn van 30 dagen die volgt op de eerste rappelbrief bedoeld in artikel 12, § 2, eerste lid, dan wel op de termijn van dertig dagen die volgt op de tweede rappelbrief bedoeld in artikel 12, § 2, tweede lid, welke termijn tevens aan de orde is in artikel 15, § 1, eerste lid.

Artikel 18

In de Franse versie moeten de woorden “contestations d’une loi d’impôt” worden vervangen door de woorden “contestations relatives à l’application d’une loi d’impôt”.

Artikel 19

Artikel 19, § 1, van het voorontwerp stelt de verjaringstermijn van de vordering tot inning van de gewestbelasting, de interesten en de verhogingen alsook de verjaringstermijn van de vordering tot terugbetaling van bedragen die door de belastingplichtige te veel zijn betaald, vast op vijf jaar. In paragraaf 2 van deze bepaling wordt in substantie bepaald dat elk rechtsgeding dat wordt aangespannen door de er vermelde personen de verjaring schorst. De schorsingsperiode vangt aan op de datum van de inleidende vordering en eindigt wanneer de rechterlijke beslissing is “coulée en force de chose jugée”, zoals het luidt in de Franse bewoordingen van de tekst. De Nederlandse versie (“in kracht van gewijsde is gegaan”) is gesteld in de terminologie van artikel 28 van het Gerechtelijk Wetboek en stelt een beslissing aan de orde die in het Frans wordt omschreven als “passée en force de chose jugée”.

De aldus opgezette regeling om de verjaringstermijnen te berekenen wijkt af van de gemeenrechtelijke regeling waarin het Burgerlijk Wetboek voorziet en blijkt *in casu* minder bescherming te bieden aan de rechten van de schuldeiser van de betrokken schulden.

Artikel 2242 van het Burgerlijk Wetboek luidt als volgt:

“Stuiting van de verjaring kan of natuurlijk of burgerlijk zijn”.

Artikel 2244, eerste lid, van hetzelfde Wetboek luidt als volgt:

“Een dagvaarding voor het gerecht (...), betekend aan hem die men wil beletten de verjaring te verkrijgen, vorm[t] burgerlijke stuiting”.

De stuiting die hier aan de orde is, heeft waar het de berekening van de termijn betreft duidelijk andere gevolgen dan de gevolgen van de “schorsing van de verjaring” waarnaar het voornoemde artikel 19, § 2, verwijst. De traditioneel aanvaarde definitie van stuiting van de verjaring luidt: “[L’]interruption de la prescription s’assigne l’effet de donner

naissance à un nouveau délai de prescription, le temps écoulé avant sa survenance étant perdu”⁵. De “schorsing van de verjaring” harerzijds “consiste en l’allongement du délai de prescription d’un délai de longueur équivalente à une période de temps dont il n’est pas tenu compte, le temps acquis avant la suspension demeurant en réserve, pour s’ajouter à celui qui suivra la fin de la suspension”⁶.

Luidens artikel 2244, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, zoals het aldaar is ingevoegd bij de wet van 25 juli 2008 ‘tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit met het oog op het stuiten van de verjaring van de vordering tot schadevergoeding ten gevolge van een beroep tot vernietiging bij de Raad van State’ “[stuit e]n dagvaarding voor het gerecht (...) de verjaring tot het tijdstip waarop een definitieve beslissing wordt uitgesproken”. Uit de parlementaire voorbereiding van deze wet en uit de rechtsgeleerde commentaren die eraan zijn gewijd, blijkt dat het aldus bedoelde begrip “definitieve beslissing” neerkomt op de “onherroepelijke” beslissing in de zin van een beslissing waartegen geen enkel, zelfs geen buitengewoon rechtsmiddel meer openstaat, naar het voorbeeld van de voorziening in cassatie of van het derden-verzet, en dus niet op de beslissing die de kenmerken vertoont die worden bedoeld in artikel 19, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek⁷. De nieuwe verjaringstermijn, geopend door de onderbreking die het gevolg is van het aangespannen geding, begint dus te lopen op het ogenblik waarop de beslissing onherroepelijk wordt. Het “in kracht van gewijsde gaan” waarnaar artikel 19, § 2, van het voorontwerp zijnerzijds verwijst om het einde vast te stellen van de schorsing van de verjaring en om de hervatting vast te stellen van de termijn die reeds is vervallen vóór het aanspannen van het geding, komt chronologisch voor het geding. Immers, luidens artikel 28 van het Gerechtelijk Wetboek gaat een beslissing in kracht van gewijsde wanneer ze niet meer vatbaar is voor een gewoon rechtsmiddel, te weten verzet of hoger beroep.

Wanneer de twee hierboven geschetste onderscheidscriteria samen in aanmerking worden genomen, moet worden geconstateerd dat het “gemene recht” van artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek de belangen van de schuldeiser beter beschermt tegen het risico van de verjaring van diens schuldvordering dan de schorsingsregeling die opgezet wordt door artikel 19, § 2, van het voorontwerp.

Uit de memorie van toelichting noch uit de bespreking van artikel 19 van het voorontwerp kan worden opgemaakt dat de steller van het voorontwerp bewust zou hebben gekozen voor deze mindere bescherming en om voorbij te gaan aan het gemene recht waar deze bescherming uit voortvloeit. Het voorontwerp zou ermee winnen indien het in dit opzicht

⁵ J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK en M. MARCHANDISE, “Les causes d’interruption et de suspension de la prescription libératoire. Rapport belge”, La prescription extinctive - Études de droit comparé (red. P. JOURDAIN en P. WÉRY), Brussel, Bruylant - Parijs, L.G.D.J., 2010, 403, en referenties geciteerd in voetnoot 1.

⁶ *Ibid.*, 459 en geciteerde referenties.

⁷ *Ibid.*, 434 e.v.

opnieuw wordt onderzocht. Indien het de uiteindelijke keuze is voorbij te gaan aan de toepassing van het gemene recht, zou dit in de tekst met zoveel woorden moeten worden aangegeven om elke rechtsonzekerheid te voorkomen. Indien daarentegen de voorrang wordt gegeven aan de toepassing van het gemene recht, moet, nog steeds ten behoeve van de rechtszekerheid, paragraaf 2 van artikel 19 van het voorontwerp worden weggelaten.

Artikel 22

Het spreekt van zelf dat de belastingverhoging waarvan sprake in het tweede lid niet kan worden toegepast wanneer de belastingplichtige die geweigerd heeft informatie mee te delen, zich in omstandigheden bevindt op grond waarvan hij zich op zijn zwijgrecht kan beroepen, welk recht voortvloeit uit artikel 6 van het Verdrag van 4 november 1950 tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden⁸.

Artikel 29

In zijn huidige redactie lijkt paragraaf 1 zinloos aangezien uit geen enkele regel blijkt dat de wetgever de administratie in het bijzonder dient te machtigen om gebruik te maken van de elektronische handtekening. Het gaat immers om een mogelijkheid waarvan rechtstreeks gebruik kan worden gemaakt met toepassing van en met inachtneming van de wet van 9 juli 2001 'houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen, de elektronisch aangetekende zending en certificatediensten' en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Paragraaf 2 (die het enige lid wordt) dient dienovereenkomstig te worden herzien.

⁸ Wat in het algemeen het recht betreft om te zwijgen en niet mee te werken aan zijn eigen beschuldiging, welk recht voortvloeit uit artikel 6 van het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, zie I. DIJON, "Devoir de collaboration du contribuable versus droit de se taire du justiciable : à la recherche d'un équilibre toujours précaire", *Mélanges offerts à Jean-Pierre BOURS*, Larcier, 2011, p. 489; L. KENNES, "Le procès équitable sous l'angle du droit au silence et de l'admissibilité de la preuve irrégulière au cours du procès pénal", *Rev. trim. dr. h.*, 2010, p. 383; F. KUTY, «Le droit au silence, les investigations de l'administration fiscale et l'enquête pénale», *J.T.*, 2008, p. 387; M. MORIS, "La convention européenne des droits de l'homme et le droit fiscal: perspectives et évolution", *R.G.C.F.*, 2009/6, p. 480; N. PIROTTE, "Comment, à l'avenir, l'administration fiscale peut-elle encore exercer ses contrôles dans le respect des droits fondamentaux du contribuable ?", *R.G.C.F.*, 2010/1, p. 58; C. SAVONNET, "Le droit au silence : un droit relatif ?", *Rev. trim. dr. h.*, 2009, p. 763; wat betreft de – ingewikkelde – materie van het zwijgrecht in het bijzonder vanuit het oogpunt van het fiscaal recht, zie V. SEPULCHRE, "Les droits de l'homme et les droits fondamentaux dans le droit fiscal belge : les évolutions des dernières années", *R.G.C.F.*, 2009/6, p. 524. Zie meer recent, EHRM, arrest CHABAZ t/Zwitserland, 5 april 2012.

Artikel 33

Paragraaf 2 dient in die zin te worden gesteld dat een nieuw derde lid wordt ingevoegd in artikel 4, § 1*bis*, van de ordonnantie van 23 juli 1992 ‘betreffende de gewestbelasting ten laste van bezetters van bebouwde eigendommen en houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen’, zodat het huidige derde lid het vierde lid wordt.

Artikel 45

Gelet op de ontworpen wijzigingen behoort te worden bepaald dat de huidige bepalingen van artikel 22 van de ordonnantie van 22 december 1994 ‘betreffende de overname van de provinciale fiscaliteit’, paragraaf 1 ervan zullen vormen.

Artikel 52

Er wordt *mutatis mutandis* verwezen naar de opmerking onder artikel 22.

Artikel 54

De datum van de ordonnantie behoort te worden vermeld, zodra deze afgekondigd zal zijn.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 57 en 58.

TITEL IV – OVERGANGSBEPALINGEN

Het opschrift van Titel IV moet luiden “Inwerkingtreding” en niet “Overgangsbepalingen”, aangezien de artikelen die daarin voorkomen niet beschouwd moeten worden als overgangsbepalingen, maar als bepalingen die de inwerkingtreding regelen van de onderscheiden artikelen van de ontworpen ordonnantie.

Artikelen 66, 68 en 69

De woorden “zijn van toepassing” en “is van toepassing” dienen vervangen te worden door respectievelijk “treden in werking” en “treedt in werking”.

SLOTOPMERKING

De redactie van de inleidende zinnen van de wijzigingsartikelen behoort te worden herzien, teneinde slechts éénmaal de benaming te vermelden van de gewijzigde bepaling⁹. Zo ook moeten in de inleidende zinnen de nog geldende vroegere wijzigingen worden vermeld¹⁰.

⁹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 112 en formule F 4-2-2-1.

¹⁰ *Ibid.*, aanbevelingen 113 en 115 en formules F 4-2-3-1 en volgende.

De kamer was samengesteld uit

de Heer	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
Mevrouw de Heren	M. BAGUET, S. BODART,	staatsraden,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

P. LIÉNARDY